



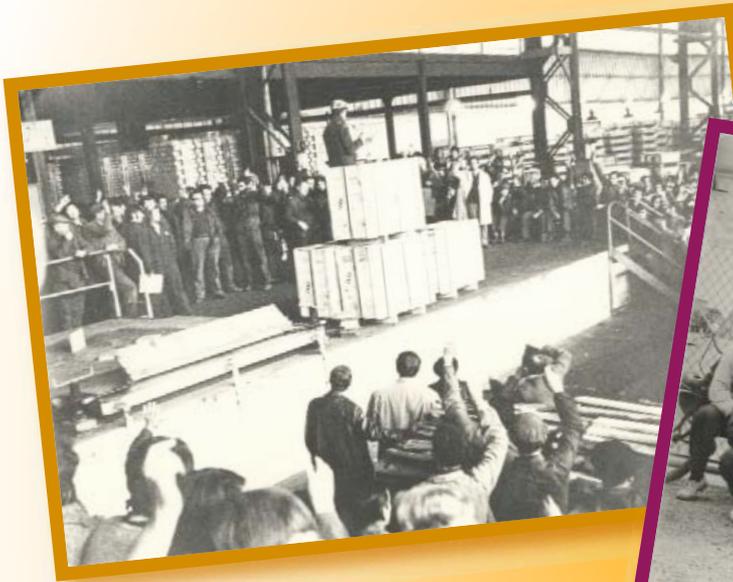
CGT  
LOIRE-ATLANTIQUE

institut d'histoire  
sociale

N° 1  
Juillet 2008

# *L'institut d'histoire sociale*

**M A I**



**1 9 6 8**

## Sommaire

Editorial .....	page 2	A Antar (Elf).....	page 9
Liberté, Egalité Fraternité .....	page 3	Mai 68 et les paysans nantais .....	page 10
La grève chez les cheminots .....	page 4	Mai 68 et les paysans nantais .....	page 11
La grève chez les cheminots .....	page 5	Qu'est-ce que 68 a apporté aux femmes...page	12
1968 aux Chantiers de l'Atlantique .....	page 6	Double jeu du Préfet .....	page 13
Lutte aux Galeries Lafayette .....	page 7	Une année de grands bouleversements ....page	14
Mes souvenirs .....	page 8	Quelques livres qui rappellent mai 68 .....	page 15
		Affiches.....	page 16

Photos de couverture : Assemblée du personnel des Forges de Basse-Indre - Grévistes devant l'entreprise ALCA occupée, Châteaubriant - Remorqueur occupé dans le port de St-Nazaire - Manifestant sur la fontaine de la Place Royale.

Directrice de Publication :  
Marie-Claude ROBIN

Conception et impression :  
imprimerie CGT 44

Les photos ont été fournies  
par le centre d'Histoire du  
Travail et par la CGT.

## « CE QUI ETAIT IMPOSSIBLE EST DEVENU POSSIBLE »

Moins d'un quart de siècle après la seconde guerre mondiale, six ans après la fin de la guerre d'Algérie, le monde est en transformation permanente, mai 68 est à la fois le terme d'une époque et un nouveau départ.

Il n'y a pas de génération spontanée, le bras de fer est engagé depuis longtemps, devant un patronat qui relève la tête et engage le recul social, le syndicalisme réagit. Dès 67, à St Nazaire, la longue grève des mensuels en est l'illustration. « Avant mai 68 il y avait une mobilisation revendicative dans de nombreuses entreprises de secteurs très divers comme le bâtiment, la métallurgie mais aussi le commerce », nous rappelle Albert Labarre.

Il s'agit, certes, de l'accomplissement d'un processus ancien et, cependant, de nombreux témoignages de ce numéro décrivent en quoi mai 68 souffle une nouveauté que la fin du mouvement ne dissipera pas. « Rien n'était plus pareil, le contact avec les clients, également avec la hiérarchie » souligne Denise Pressard, parlant de la reprise du travail aux galeries Lafayette.

Mais 68, convergence d'une rébellion de la jeunesse universitaire et lycéenne et des grèves et des manifestations ouvrières et, pour notre département, cette spécificité de l'unité avec le mouvement paysan qu'analyse René Bourrigaud.

Une période souvent décrite comme une explosion incontrôlée. L'article de Lucette Denis et Marcel Jouan témoigne, au contraire du haut degré d'organisation et de responsabilité de ce mouvement.

Voici donc quelques feuillets, comme autant de photographies d'une période inoubliable, sur notre département comme dans le reste du pays. Mais ce n'est pas la nostalgie qui anime tous ces témoins mais la conviction que tout est encore là ; l'esprit de Mai peut encore souffler ! Ils ont écrit pour que vous croyez, vous aussi, lecteurs, que ce qui était impossible peut devenir possible !

Serge Le Glaunec  
Président de l'IHS CGT 44

## Liberté Egalité Fraternité... Solidarité

**P**articiper à une grève illimitée est une prise de position chargée d'inquiétudes et d'interrogations. Combien de temps, ça va durer ? La paie ? Comment on va régler les échéances ?... Toutes ces questions sont au coeur des familles. Quand la grève touche un secteur d'activité, on peut compter sur la solidarité des autres comme ce fut le cas au cours de nombreux conflits dans notre département et au niveau national. Mais là en 1968 la grève est quasi générale. Plus de transport, plus d'essence, les quelques pompes encore approvisionnées sont réservées aux services prioritaires.

Dans la cité des Castors et de Baticoop qui composent en grande partie le quartier ouvrier de la Profondine à St-Sébastien-sur-Loire, l'entraide s'est mise très rapidement en place grâce à l'initiative de parents d'élèves, de syndicalistes, militants associatifs, politiques, d'enseignants. Un groupement d'approvisionnements et d'achats siège dans les locaux de l'école.

Chacun y va de ses connaissances, les uns font le tour des maraîchers, d'autres vont à la CANA à Ancenis, un laitier donne ses yaourts qui sont en date limite de vente. L'école est devenue un lieu de rencontre d'un caractère nouveau. La grève est, bien entendu, le débat principal, mais on aborde aussi les problèmes de l'avenir des jeunes. Les débats politiques n'ont jamais été aussi intenses et pour certains ce fut une première prise de conscience de la nécessité des luttes.

L'entraide et la solidarité ont très bien fonctionné. Il faut dire que presque tout le monde se connaissait. La majorité des habitants ont construit leur maison dans le cadre de l'association des Castors.

Certaines familles ont des difficultés, mais dans les familles nombreuses elles furent un peu plus supportables, car, à cette époque, les allocations familiales étaient payées en espèces dans la première quinzaine du mois, par un agent de la caisse qui passait de famille en famille. Le versement sur un compte bancaire est intervenu plus tard.

Aujourd'hui il est dit que l'individualisme et l'égoïsme auraient pris le dessus, je ne le pense pas, car comment expliquer la participation de nombreux bénévoles dans les associations de secours humanitaire, le soutien aux travailleurs Indiens, Roumains, Polonais, Grecs, aux sans papiers.

Liberté, Egalité, Fraternité ont peut être disparu de certains frontons d'édifices publics mais ce sont, encore, des valeurs républicaines bien ancrées au coeur du peuple français tout comme la Solidarité qu'il nous faut entretenir.

Jacques ROUSSEAU

## La grève de 1968 chez les cheminots de Nantes

La majorité de ceux qui écrivent aujourd'hui sur 1968 n'ont pas été témoins et donc n'ont pas vécu les événements de 1968. Alors, on extrapole sur les syndicats (et la CGT en particulier) qui auraient été débordés...

Les choses étaient beaucoup plus simples que cela. Nous avons affaire à un pouvoir personnel avec à sa tête De Gaulle et Pompidou qui défendaient les intérêts de la bourgeoisie capitaliste.

La société était bloquée : pas d'augmentation de salaires, des conditions de travail difficiles. Un patronat de droit divin qui n'acceptait aucune amélioration de caractère social ou salarial.

La démocratie, pour peu qu'elle pouvait s'exercer, s'arrêtait à la porte des entreprises...

En un mot, les travailleurs en avaient "ras-le-bol"... Et là, se trouvait en effet la convergence entre les salariés et les étudiants. Les uns et les autres étaient en but avec un pouvoir, une administration, des directions d'entreprises, qui refusaient le moindre changement, la moindre amélioration des conditions de vie des uns et des autres...

Le patronat et le pouvoir s'opposaient aux augmentations de salaires et à l'amélioration des conditions de travail pour les salariés. Les étudiants s'étaient faits matraqués par la police, alors qu'ils réclamaient le paiement de leurs bourses...

Pour ce qui concerne les cheminots de Nantes, on peut dire que nous étions sur le pied de guerre depuis la manifestation et la répression

policrière du 10 mai. Le lundi 13 mai, nous étions en grève avec un pourcentage de grévistes très élevé et la manifestation de Nantes le 13 avait réuni un immense cortège.

Il faut dire qu'au démarrage de la grève le 18 mai, les cheminots de Nantes avaient fait 7 journées de grève depuis le 1er janvier.

Chaque soir depuis le 13 mai, nous nous réunissions à la Bourse du Travail, au siège de notre syndicat des cheminots CGT, rue Arsène Leloup.

Le vendredi 17 mai, nous avons suivi l'évolution de la situation car certains centres ferroviaires commençaient à débrayer.

Voyant que les choses évoluaient assez vite, Robert BERNIER et René JULLIEN, secrétaires de secteur CGT, ont rédigé dans la nuit un tract appelant tous les cheminots à la grève.

Si bien que le samedi matin 18 mai, à l'embauche, la grève a démarré sur "les chapeaux de roue"... Non seulement la CGT n'a pas été débordée, mais c'est le syndicat CGT des cheminots de Nantes qui a lancé l'appel à la grève.

Ensuite, il a fallu organiser l'occupation dans tous les services, la SNCF c'est grand : la gare de Nantes-Orléans – Le Blottereau – Nantes-Etat – les dépôts – les ateliers du matériel de l'équipement – les Télécom - etc... y compris pour le week-end dans les services qui ne travaillaient pas le dimanche.

Mais cela s'est fait tout naturellement, les militants CGT étaient à la tête, bien sûr, des comités locaux de grève et des piquets de grève.

Toutes les voies de la gare de Nantes étaient bloquées par des rames en stationnement, aucun train n'avait pu traverser la gare. D'ailleurs pendant 3 semaines, aucun train n'a circulé sur la région de Nantes.

Nous, les agents du service électrique, avons décidé d'occuper le centre Télécom.

Nous avons coupé toutes les communications téléphoniques locales, si bien que les patrons (chefs d'arrondissements), à leur grande déception, n'avaient plus aucun moyen de communiquer.

Le comité central de grève s'est constitué le samedi et le dimanche avec des représentants CGT – CFDT – FO – FAC (cadres autonomes) – CFTC et FGAA (agents de conduites autonomes).



Banderole des cheminots dans le cortège du 27 mai 1968 - rue Henri IV Nantes  
CHT, Coll. UD CGT 44



A l'embauche du lundi 20 mai, tous les services étaient bouclés. Ne pouvaient rentrer que les grévistes, les autres étaient priés de retourner chez eux.

Les 3 semaines de grève ont été pour les cheminots de Nantes une période d'une intense richesse.

Au début de l'action, nous avons contribué avec les camarades de l'UL à la visite des entreprises environnantes, pour les inciter à débrayer et revendiquer, et nous avons souvent réussi, à la surprise des patrons des petites boîtes qui n'avaient jamais été confrontés à des salariés revendicatifs.

L'occupation des installations SNCF a été faite avec un grand sérieux dans la préservation de l'outil de travail, une grande vigilance dans la garde des engins et des installations de sécurité. A part à La Baule où les cheminots de Saint-Nazaire ont dû faire appel aux camarades de Sud-Aviation et du Port, pour mettre à la raison un groupe fasciste qui voulait s'en prendre à la gare. Sur la région de Nantes, l'occupation s'est passée dans le calme.

Beaucoup de discussions et de débats avaient lieu sur ce que devait être la SNCF dans le cadre d'un grand service public. Emergeait aussi cette volonté de pouvoir intervenir sur l'organisation du service, sur le contenu du travail, etc... D'ailleurs, ce foisonnement d'idées a permis après la grève des améliorations non négligeables, comme l'amélioration du service d'astreinte, ou la mise en place d'un accord-cadre lié à la modernisation qui prévoyait des formations dans le cas de changements de métier, des indemnités dans le cas de changements de résidence, etc.

Le constat de Grenelle n'a pas mis fin à l'action. C'est seulement des négociations avec la direction SNCF et le ministère qui ont permis d'ar-

racher l'essentiel des revendications. C'est seulement après cela que la grève a cessé après un vote des cheminots (à noter qu'à Nantes les cheminots avaient voté la poursuite de l'action) mais partout autour, la décision de reprendre était prise, nous ne pouvions rester seuls en grève...

En résumé, alors que le gouvernement (par la commission Toutée) avait prévu pour l'année 68 une augmentation de 3,2 %, nous avons obtenu 15,7 % pour les basses échelles et 10,18 % pour les cadres de l'échelle 19.

En ce qui concerne la durée du travail, celle-ci a été ramenée de 46 à 44 heures par semaine.

Et les jours de grève ont été payés...

Un acompte de 400 Francs avait été obtenu pendant l'action, payé le 31 mai.



Le paiement de cet acompte a été fait par les cheminots grévistes. Il fallait présenter sa carte de gréviste pour toucher l'acompte...

Nous avons obtenu de la direction de l'arrondissement SNCF de Nantes, qu'elle mette à notre disposition ses véhicules,

pour aller chercher l'argent à la Banque de France et ravitailler les différents points de paye de Loire-Atlantique et de Vendée.

Pour les militants, cela a été une période exaltante, mais difficile au niveau familial car nous étions sur le pont nuit et jour. Mais quand on a vécu cela, on est gonflé à bloc et on est bien payé des sacrifices que nous a imposé la vie militante.

Marcel NOEL

Photo : Banderole des cheminots dans le cortège du 27 mai 1968 - place de la Duchesse Anne Nantes  
CHT, Coll. UD CGT 44

8

6

9

1

## 1968 aux Chantiers de l'Atlantique

Quand les événements de 1968 interviennent, les travailleurs des chantiers ne sont pas pris de court, c'est le moins que l'on puisse dire, car ils viennent de vivre l'une des plus longues et dures grèves de leur histoire. Et surtout, la plus singulière, inattendue par les patrons, car décidée par les employés techniciens agents de maîtrises eux-mêmes, puis renforcée par les ouvriers, le vingtième jour quand ils transforment le look out, que la direction vient de prononcer, en grève générale.

Cette grève qui reste dans les mémoires "la grève des mensuels" commence le 1er mars 1967 contraint le patron à mettre un genou à terre et à céder au bout de 63 journées mémorables que tout le monde évidemment a encore en tête aux chantiers quand éclate mai 68.

En 1967, d'autres grandes grèves secouent le pays : Dassault, Berliet, Rhodiaceta... Les statistiques officielles dénombrent 3 323 500 journées de grèves en 1966 et 4 220 000 en 67. Une "poussée" de 30 % qui montre bien que 68 n'éclate pas dans un ciel serein.

### La grève générale :

Dans la nuit du 10 au 11 mai, la violence policière se déchaîne au quartier latin. En riposte et sur l'initiative de la CGT, une grève générale de 24 h avec manifestations dans toute la France est lancée par la quasi-totalité des organisations syndicales ouvrières et étudiantes. La date du 13 mai est retenue et la réussite est totale. Des millions de travailleurs sont dans la rue et à partir de ce jour, ils prennent les choses en mains. C'est le grand tournant de mai 68, l'étape décisive qui s'engage.

A Sud Aviation Bouguenais, les travailleurs déjà en lutte décident la grève générale. Aux Chantiers de l'Atlantique, dès le lendemain, une longue file d'attente de travailleurs s'étire devant un bureau de vote improvisé où ils sont conviés par les syndicats à s'exprimer à bulletin secret sur l'action à mener. La grève générale est décidée à une très large majorité et aussitôt les choses s'organisent et les dispositions pour occuper l'usine sont prises dans un souci constant de sécurité des personnes, mais aussi des moyens de productions et de biens matériels. Des équipes s'installent aux points névralgiques et les syndicats mettent en place leurs quartiers généraux.

Les chantiers s'étendent sur 120 ha de bâtiments de toutes sortes, de bassins et de cales et partout on trouve des dortoirs improvisés des réfectoires de fortune. Assez rapidement la forteresse est prête ; l'expérience des luttes et les structures syndicales sont très utiles en la circonstance. La grève durera jusqu'au 19 juin, une longue période marquée par d'intenses débats, des actions en ville, et aussi des moments de pures émotions quand par exemple l'artiste, ancien ouvrier carreleur, Lény Escudéro vient chanter sur le podium permanent installé juste derrière la direction.

Sur ce podium justement, la CGT connaît parfois des moments difficiles car chaque matin les syndicats s'y installent pour l'assemblée générale du personnel avant de donner la parole à ceux qui veulent s'exprimer. C'est le moment où les antis de tous bords, ceux qui se complaisent dans le dénigrement systématique montent au micro : les gauchistes de l'époque naturellement, très virulents contre la CGT et beaucoup moins contre la direction et le gouvernement. Quelques cadres de l'entreprise, militants d'occasion, frais et dispos s'emparent aussi du micro pour lire des

textes préparés tranquillement chez eux. Ceux-là visiblement ne dorment pas au chantier et ne l'occupent pas non plus. Ils donnent des leçons mais veulent surtout porter des coups à un mouvement qu'au fond ils réprouvent totalement.

La reprise ne fut pas simple, mais finalement c'est à bulletins secrets que la grève prit fin comme elle avait commencée. Le personnel reprenait le travail le 19 juin, il avait compris l'importance des acquis de cette lutte historique.

René MAGRE – Pierrot BILY



Meeting devant les Chantiers de l'Atlantique - CHT, Coll. UL CGT Saint-Nazaire

## La lutte aux Galeries Lafayette de Nantes Calvaire

En 1964 j'ai postulé aux Galeries Lafayette, dès le lendemain j'ai été embauchée comme « auxiliaire » 3 jours semaine. Déjà le patronat du commerce usait et abusait des temps partiels non choisis pour la plupart, donc de la précarité. Sur un simple coup de fil la veille au soir, voire le jour même, il fallait répondre présent car la « carotte » était la titularisation. Au moment de certaines manifestations comme la réclame de blanc, les jouets j'acceptais des démonstrations, travail rémunéré par les marques représentées.

Dès mon entrée dans l'entreprise, tout naturellement j'ai ressenti la nécessité de me syndiquer, ce que je ne pouvais pas faire dans les petits magasins.

J'ai été contactée par une caissière, secrétaire du syndicat CGT Madame POPILARSKI, « POPI » comme on l'appelait, elle avait beaucoup de charisme, nous avions des discussions sur le besoin de changer les choses, en particulier sur le statut de ces « auxiliaires » qui ne pouvaient prévoir à l'avance leurs jours de travail, également sur les salaires qui avaient des disparités entre succursales.

J'ai participé à de nombreux mouvements, très suivis à l'appel de la CGT et de la CFDT minoritaire dans l'entreprise, en particulier pour les "3 J" semaine de grande réclame, à l'époque très attendue par la clientèle, également par le personnel, car il y avait une prime que nous voulions voir évoluer chaque année.

En mai 68 nous suivions de près les infos sur les mouvements qui se généralisaient, nous étions en contact avec les G.L. de Paris et de province, nous harmonisions nos revendications.

Dès l'annonce du mouvement de grève de sud aviation et le mot d'ordre de grève générale, nous avons voté à une grande majorité pour la grève (est-il bon de rappeler qu'à l'époque une majorité de femmes avait pour mari un métallo) ainsi que les grands magasins du centre : Prisunic avec Madame MARTIN, Dames de France Madame GRELOU, BRUNNER Monsieur MADOUIS, DECRE avec la seule CFDT et les cadres CGC.

Aux G.L. les cadres ont mis en place la CGT cadres et la CFDT cadres, la CGC était déjà dans l'entreprise, ils ont aussi participé.

Aux G.L., Prisunic, Dames de France, Brunner, nous organisons des piquets de grève. Aux Galeries, nous campions à la douane, l'entrée du personnel et à chaque porte du magasin, aux G.L. nous étions très organisés, les dockers sont venus nous soutenir pour nous protéger des bandes de la droite car nous n'étions pratiquement que des femmes, nous participions également massivement aux manifs.



A cette époque je possédais une « dauphine » qui me permettait de conduire les délégués aux différentes réunions et Assemblées Générales à la bourse du travail rue Arsène Leloup.

Le syndicat bénéficiait de bons d'essence distribués et gérés par les syndicats.

A la maison tout était chamboulé, ma mère gardait ma fille de 7 ans, mon mari occupait son usine des Bati-gnolles, la nuit, avec matelas et duvet, pour ma part j'étais de service le jour, nous nous croisions juste le temps de converser sur les événements.

Aux G.L. de Paris les A.G. se faisaient dans le grand escalier magistral situé sous la coupole, si bien qu'après 68 le directeur général monsieur MEYER l'a fait démonté et vendu aux américains. Celui-ci lui rappelait sans doute des souvenirs... A Nantes nous avions notre escalier moins magistral mais aussi tout envahi par le personnel au grand dam du directeur.

Nous étions dans un climat de franche camaraderie, tous services confondus, ce qui auparavant n'était pas.

C'est avec force que personnellement j'ai vécu 68 également avec beaucoup d'espoir. Je venais d'une famille militante très investie dans les luttes. Dans ma jeunesse j'ai vu ma famille lutter, comme pendant les grèves de 1950 et 55.

Jeune je savais que rien ne pouvait se gagner sans épreuve de force et qu'un jour ou l'autre la lutte paie.

Après Grenelle, une grande partie du personnel n'était pas pour la reprise, nos patrons lâchaient et nous considérions tenir le bon bout, qu'il fallait continuer.

Photo : Vitrine du magasin Decré après la manif du 24 mai CHT, photo Jacky PÉAULT



Ce matin là, j'ai été la dernière à pointer, c'était ma façon à moi de résister.

Une certaine euphorie régnait en rejoignant chacun son poste, la conscience professionnelle a pris le dessus, il fallait réorganiser les rayons, le magasin était ouvert à la clientèle. Rien n'était plus pareil, le contact avec les clients également avec la hiérarchie qui elle aussi avait participé à la lutte.

Après ce conflit, nous nous sentions plus forts, nos revendications étant en partie satisfaites : plus de 32 % d'augmentation, la titularisation des auxiliaires par ancienneté, des jours de congés supplémentaires, aménagement des horaires et goûter au salon de thé pour les femmes enceintes etc.... Il est aussi bon de rappeler que dans les années qui suivirent nous avons pu obtenir des résultats positifs à nos revendications.

Ce qui était impossible est devenu possible et cerise sur le gâteau le règlement intérieur très strict, d'un autre âge, des années 1900 à été revu. Les jeunes femmes supportaient mal de devoir obligatoirement porter la robe noire ou marine avec parement blanc cachant genoux et

coudes, les chaussures fermées et de couleur noire, les bas même en pleine chaleur « sans clim », pas de bijoux originaux etc....

Les mois qui ont suivi j'ai obtenu comme beaucoup un contrat à temps complet et j'ai pu sans crainte m'investir dans le syndicat et lors des élections professionnelles j'ai été élue jusqu'à mon départ en 1997.

Actuellement je suis retraitée et syndiquée car c'est plus que nécessaire, je lutte toujours pour une meilleure retraite, contre les mauvais coups comme sur la sécu et aussi pour un monde plus juste pour les nouvelles générations à qui je conseille de se mobiliser, de lutter, car rien ne vient tout seul, seule la lutte paie, à plus ou moins long terme .

Courber l'échine c'est perdre sa dignité il faut continuer plus que jamais à se battre pour conserver et voir évoluer les acquis sociaux face à un patronat et un gouvernement de plus en plus liés au grand capital .

Denise PRESSARD

## Mes souvenirs

**D**urant cette période, j'animai l'activité des syndicats de l'Union Locale de Nantes.

Je souhaite préciser qu'avant MAI 1968 il y avait eu une mobilisation revendicative dans de nombreuses entreprises de secteurs très divers comme le bâtiment, la métallurgie, mais aussi le commerce avec la mise en place de délégués comme à Prisunic ou encore aux Galeries Lafayette et aux Dames de France. C'est aussi au cours de l'année 1967 que furent constitués les syndicats chez Tricosa – aux Bas Begy - du secteur du textile.

Ainsi, les années 1966-1967 et les premiers mois de 1968 ont été riches en terme de prise de conscience en se dotant de moyens avec la mise en place de structures d'organisation à l'entreprise et au plan professionnel pour la coordination.

Au mois de Mai avec l'occupation des lieux de travail, nous n'étions pas désarmés, mais il nous a fallu répondre dans l'urgence aux multiples sollicitations émanant des entreprises.

J'avoue avoir gardé le meilleur souvenir de ces réunions sur le terrain pour faire participer tous les salariés à :

- > l'élaboration d'objectifs revendicatifs,
- > la mise en place de délégués (nous avons réalisé

des modèles de lettres pour que les salariés eux-mêmes déposent leurs candidats délégués).

Certains secteurs ont, plus que d'autres, bénéficié d'un relèvement substantiel de salaire, en général ceux qui subissaient les bas salaires.

Mais pour apprécier à sa juste valeur les effets de 1968, il convient de regarder les accords des années suivantes.

➔ 7 accords de salaire en 4 ans pour les travaux publics des Pays de Loire.

➔ 6 grands accords nationaux dans la construction portant notamment sur :

- > la protection sociale du BTP
- > la retraite complémentaire
- > la mensualisation
- > la protection familiale
- > les classifications
- > l'indemnité de départ à la retraite

1968 et son pouvoir d'achat revalorisé a largement contribué au développement économique de tous les secteurs – c'est ce que je retiendrai de cette mobilisation exceptionnelle acquise grâce à un syndicalisme de terrain.

Albert LABARRE

## A Antar (Elf), revendiquer et gérer

Comme dans toutes les entreprises, à Antar (Elf), la Raffinerie de Donges, la grève avec occupation a été décidée à une très large majorité à l'initiative de la CGT par une assemblée générale réunissant les agents de jour et tous les postés.

Mais nous avons une situation très particulière car nous avons la responsabilité à la fois de lutter pour nos revendications, de gérer l'approvisionnement en carburant, de veiller aux installations d'une raffinerie à feu continu dont l'arrêt total et incontrôlé aurait pu avoir des conséquences très graves allant jusqu'à la non possibilité de redémarrage.

L'ensemble de cette situation a bien été gérée par l'intersyndicale CGT - CFDT et c'est avec un esprit de responsabilité et un grand professionnalisme que l'ensemble du personnel, y compris certains cadres, ont pris la situation en main.

Très vite, l'ensemble des stations services ont été à sec et il fallait continuer l'approvisionnement de tous les services de sécurité, pompiers, médecins, ambulances, approvisionnement des marchandises, urgences de toutes natures, notamment hôpitaux.

Toutes les stations devaient être alimentées pour répondre à ces besoins indispensables à la population.

Il a donc fallu sortir des carburants des dépôts et gérer les approvisionnements et en même temps il fallait poursuivre les négociations sur les revendications.

La mise en place d'un comité de grève et de gestion des carburants a rempli cette tâche pendant toute la durée de la grève en veillant au contrôle rigoureux de la distribution des carburants dont beaucoup se faisait à la pompe de la raffinerie et tous ceux qui recevaient des carburants payaient. A la fin du conflit, les "gestionnaires" ont remis à la direction le règlement de l'intégralité du paiement des carburants et il n'y eu aucune contestation de la direction.

Quelques jours avant la fin du conflit, la Préfecture a dû prendre la responsabilité de la distribution car presque 1 mois sans carburant, c'était

devenu une situation ingérable au niveau de la raffinerie.

Du côté des revendications, la grève de 68 a été un moment fort avec un succès important :

- > augmentation des salaires de 17 %,
- > 1 équipe de postés en plus (ce qui ramenait la durée de travail des postés à presque 35 heures),
- > départs en retraite des postés avancés en raison de la pénibilité du travail,
- > reconnaissance de la section syndicale et des libertés syndicales,
- > et bien d'autres choses...

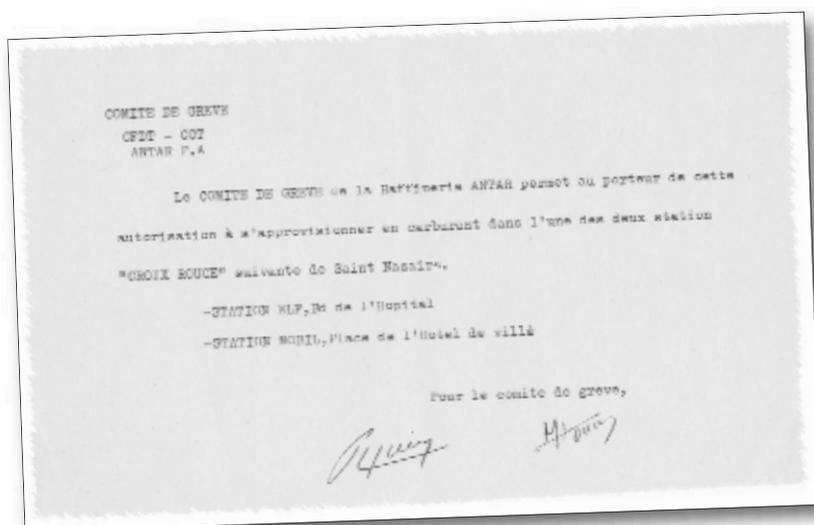
A la raffinerie de Donges, la presque totalité des personnels a participé à la fois à la défense des revendications et à la gestion d'une situation inédite car l'approvisionnement en carburant de tous les services de santé et de sécurité, d'approvisionnement était bien évidemment une question de simple responsabilité et il fallait beaucoup d'agents pour le réaliser.

C'est ce que nous avons fait sans les patrons.

Parmi les succès de 1968, la dissolution du pool dactylo dont la responsable faisait régner une ambiance de "terreur".

Devant l'exigence de l'ensemble des dactylos de ne plus subir cette agression, la direction a dû dissoudre le pool et les dactylos étaient affectées directement aux différents services dans une bien meilleure ambiance avec des déroulements de carrière plus en conformité avec le travail, la qualification, qu'avec celle à la tête du client décidée par le "cerbère" de service au pool. Ce n'était pas un mince succès pour les femmes.

Lucette DENIS - Marcel JOUAN



Autorisation d'approvisionnement en carburant émis par le Comité intersyndical de la Raffinerie de Donges - CHT, Coll. Paul Malnoë

## Mai 68 et les paysans nantais

Jusqu'à la fin des années 1950, tous les dirigeants agricoles de la région, ou presque, sont des catholiques traditionnels qui furent des partisans résolus de la Corporation paysanne sous le régime de Vichy. Pour eux, les partis de gauche et les syndicats ouvriers se situent clairement dans le camp d'en face, à tel point que dans les campagnes, on accuse ceux qui penchent vers la CFTC d'être des « communistes blancs ». Dix ans plus tard, les syndicats paysans nantais apparaîtront comme l'une des composantes du mouvement de mai 68. Une évolution aussi rapide mérite quelques explications<sup>(1)</sup>.

### **Des évolutions rapides au cours des années 1960**

Sans doute faut-il prendre en compte de nombreux facteurs externes pour expliquer cette évolution, mais il ne faut pas négliger les facteurs internes et des initiatives qui se retournent parfois contre leurs promoteurs. Ainsi en est-il de la Jeunesse agricole catholique (JAC), particulièrement en Loire-Inférieure. Le clergé rural qui sert de tuteur aux groupes de la JAC avant la guerre a des préoccupations essentiellement religieuses. Mais en fondant une nouvelle démarche apostolique sur la réflexion et l'action collective, il donne à ces jeunes les moyens de penser et d'agir par eux-mêmes, en s'appuyant sur leurs propres expériences. Cette autonomie les conduit à s'éloigner de la doctrine traditionnelle et à ne plus faire confiance aux notables. Un des futurs leaders

du syndicalisme agricole de l'Ouest au cours des années 1960 et de la gauche paysanne des années 1970, Bernard Lambert, témoigne : « *Le curé faisait des processions des rogations pour bénir les biens de la terre au printemps. Et moi, je me disais : de l'eau bénite sur les semences, ça*

*fait moins d'effet que les engrais, un assolement rationnel, des désherbants... ».*

Ainsi, un mouvement de jeunes de nature confessionnelle, parce qu'il s'ancre dans les réalités professionnelles, devient-il de plus en plus technicien. Et ces jeunes paysans qui s'enthousiasment pour la modernisation de l'agriculture s'investissent dans les organisations agricoles : dans les syndicats d'abord, puis dans les coopératives, les mutuelles. Ce faisant, ils évoluent vers la gauche, une gauche moderniste qu'incarne bien le PSU au milieu des années 1960.

Mais c'est surtout par un rapprochement spectaculaire avec les syndicats ouvriers que s'opèrent les changements les plus profonds. Dès 1957-58, c'est en prenant contact avec les dirigeants de la CFTC nantaise qu'ils ont connus dans les mouvements d'action catholique (JOC, JEC, JAC) que les nouveaux dirigeants de la FDSEA de Loire-Atlantique tissent progressivement des liens avec tous les syndicats ouvriers. Car, à l'époque, la CFTC nantaise qui a participé aux mouvements massifs et durs de la métallurgie de la Basse-Loire en 1955, entretient des rapports d'unité d'action avec la CGT. Celle-ci, partisane de l'alliance ouvrière et paysanne selon la stratégie du PCF, ne tarde pas à faire des propositions à la FDSEA pour des actions et des prises de positions communes. Lors des mouvements paysans de 1959-1961, les contacts débouchent sur de premières actions communes à Saint-Nazaire. Le 20 juin 1961, ouvriers et paysans défilent ensemble derrière deux banderoles : « *Ouvriers et paysans unis pour les libertés syndicales* » et « *Ouvriers et paysans unis contre la politique du gouvernement* ». On retrouve le même genre d'alliance, dans la région de Châteaubriant, en 1963.

Les responsables agricoles fondent leur nouvelle stratégie syndicale sur une analyse économique qui a été développée dans leurs sessions de formation syndicale par des économistes de l'INRA ou d'Economie et Humanisme : l'augmentation des salaires ouvriers entraînera une augmentation de leur pouvoir d'achat, donc une augmentation de la consommation des produits alimentaires, donc des débouchés plus importants pour les produits agricoles. Si les paysans peuvent augmenter leur production, ils pourront se moderniser plus vite et consommer davantage de biens d'équipement produits par l'industrie. C'est donc autour d'un projet de croissance économique et de développement régional que se construit dans l'Ouest une nouvelle alliance ouvrière et paysanne au cours des années 1960.

Dans leur désir de se considérer dorénavant comme des travailleurs, les paysans tentent même de copier les formes d'action ouvrière. Ainsi, c'est sur la proposition d'un éleveur de Loire-Atlantique que la FNSEA appelle,



Arrivée des paysans place Royale le 24 mai  
CHT, photo Daniel Garnier



début 1964, à une grève nationale des livraisons de la viande, de façon à obtenir une augmentation des prix garantis. Ce sera un échec, mais en Loire-Atlantique, les éleveurs sont fiers de tenir des piquets de grève devant les champs de foire ou les abattoirs et de faire respecter la discipline syndicale. La logique de la recherche de la solidarité des producteurs contre les intermédiaires et les profiteurs de tous ordres induit chez ces nouveaux syndicalistes agricoles des comportements similaires à ceux des ouvriers engagés collectivement dans un conflit et qui savent que leur discipline unitaire est une condition essentielle de leur succès.

### **L'apogée d'un processus d'union populaire**

Pour toutes ces raisons, les événements de mai 1968 seront vécus de façon spécifique par les paysans de la région nantaise. Le 6 novembre 1967, se tient à Nantes une réunion régionale au niveau du grand Ouest, à laquelle participaient des représentants de la CGT, de la CFDT, de la FRSEAO et du CRJAO(2). Dans un communiqué commun, ces organisations se prononcent pour « la mise sous responsabilité publique et la gestion démocratique des secteurs-clés de l'économie ». Ces organisations chargent un groupe de travail d'élaborer un programme minimum commun aux organisations signataires et d'étudier les moyens d'information et d'action à mettre en œuvre.

Cette démarche provoque des réticences dans de nombreux départements de l'Ouest. Même en Loire-Atlantique, elle est loin d'être assimilée par la masse paysanne pourtant syndiquée à près de 80 %. Néanmoins, les organisations précitées signent un « programme d'action des organisations syndicales ouvrières et agricoles de l'Ouest » et une journée de manifestations pour l'appuyer est prévue dans seize villes de l'Ouest et fixée au 8 mai 1968.

C'est par cette journée que commencera le mouvement de mai 1968 à Nantes, la seule grande ville où les paysans participeront à plusieurs manifestations, notamment à celle du 24 mai : un défilé de tracteurs avec des remorques, la fameuse pancarte « Place au Peuple » qui est transformée en « Place du Peuple » pour rebaptiser la Place Royale. Si l'on regarde de près les nombreuses photos de la fontaine de cette place, on constate qu'effectivement ce sont des paysans qui tiennent la bande-

role proclamant « Non au régime capitaliste. Oui à la révolution complète de la société ». Mais la banderole principale, sans doute confectionnée pour la journée du 8 mai, tenait un discours plus modéré : « Avec tous les travailleurs, les agriculteurs exigent le plein emploi, la parité des revenus et du niveau de vie ».

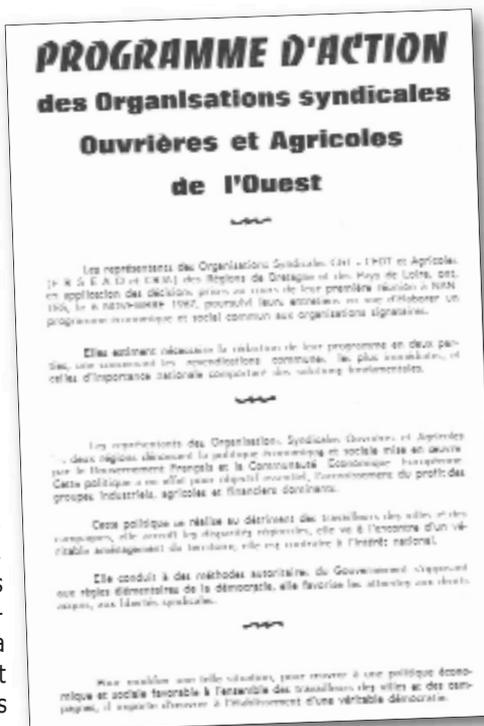
Ces deux banderoles symbolisent bien les ambiguïtés de mai 68, un mouvement traversé de fait par deux orientations, l'une qui se dit révolutionnaire, l'autre qui s'en tient à des revendications intégrables dans un capitalisme de type keynésien. Il ne faut pas, par ailleurs, surestimer la participation des agriculteurs proprement dits à cette journée du 24 mai. Ils sont au grand maximum 2 000 à se rassembler dans les quatre lieux initiaux, avant de converger vers Nantes. Et on sait que tous ne vont pas jusqu'à Nantes. Une cassure s'est peut-être faite ce jour-là... D'ailleurs, dès le lendemain, FDSEA et CDJA condamnent les violences de rue qui se prolongent pendant des heures le soir du 24 mai, autour de la préfecture.

Au-delà des manifestations spectaculaires, le plus important est moins visible : pour régler les questions concrètes

d'approvisionnement en carburant, pour contrôler les prix de détail et pour organiser des ventes directes de produits alimentaires dans les quartiers populaires se met en place le Comité central de grève. Celui-ci organise seize « points de vente » dans les quartiers populaires. Les syndicats agricoles de la région nantaise jouent le jeu à fond pour faciliter ces ventes directes et parfois effectuer des distributions gratuites. Se tissent ou se renforcent ainsi des liens entre militants ruraux et militants des quartiers populaires qui se poursuivront au cours de la décennie suivante.

Mais ce phénomène ne touche guère les campagnes profondes. L'avenir montrera que ce ne sont que des minorités actives, des noyaux de syndicalistes paysans qui ont transformé leurs conceptions et leurs pratiques. La masse n'a suivi que de loin et parfois elle s'inscrira en opposition ouverte. Ce qui explique d'ailleurs la fin de l'unité paysanne dans ce département qui deviendra au cours des années 1970 un champion du pluralisme syndical agricole.

René Bourrigaud, historien



(1) Pour une analyse plus détaillée, consulter la revue *Place publique Nantes-St-Nazaire*, n° 9 – mai-juin 2008.

(2) Fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles de l'Ouest et Centre régional des jeunes agriculteurs de l'Ouest.

## Qu'est-ce que 1968 a apporté aux femmes ?

**S**i la société était bloquée avant 1968, elle l'était encore plus pour les femmes dans une société dominée économiquement, politiquement et y compris syndicalement par les hommes.

Pourtant, les femmes ont toujours participé aux grandes étapes de l'évolution de notre société, que ce soit dans les luttes sociales, la résistance, la paix, mais l'égalité des droits au-delà des mots a été difficile et l'est encore aujourd'hui.

Ce n'est que le 24 mars 1944 à l'initiative du député communiste Fernand GRENIER que le droit de vote des femmes est devenu une réalité à l'assemblée du gouvernement provisoire de la France à Alger (l'amendement de F. GRENIER a été voté par 51 voix, 16 contre et 10 n'ayant pas pris part au vote).

Ce n'est pas si loin, alors dans bon nombre de pays, ce droit leur était reconnu depuis des décennies.

Mais 1968 a été sans aucun doute un moment important pour les droits des femmes, le mouvement féministe s'est solidifié, s'est structuré, y compris au sein même de la CGT qui pourtant, depuis longtemps luttait pour les droits des femmes.

Souvenons-nous de l'ironie des autres syndicats quand nous organisons des actions le 8 mars de chaque année, journée de lutte internationale des femmes.

Ce 8 mars est aujourd'hui journée internationale des femmes, les notions de lutte et de solidarité ont disparu. Au cours de la grève de 1968, les femmes, dans les entreprises majoritairement d'hommes, ont exigé leur place. Elles ont participé aux luttes, aux occupations, elles ont pris la parole et aussi pour parler de leur vie et c'était un pas important qui était franchi.

Leur vie, ce n'était pas seulement leur vie au travail, c'était leur vie de femme, de mère, d'épouse, mais c'était aussi leur vie sentimentale.

Je me souviens bien de cette façon dont des camarades de la "commission féminine" de l'époque qui avaient écrit entre autres :

**"un enfant si je veux, quand je veux et avec qui je veux".**

Cette simple phrase résume beaucoup, c'est l'exigence de droits et de respect pour un être humain.

Mais ce qui a surtout compté, c'est l'après 68, le mouvement enclenché était devenu irréversible.

Le mouvement féministe s'est structuré et sa place a été reconnue dans la société, ce qui a conduit à la création de mouvements et l'entrée plus importante des femmes dans la vie publique, dans le syndicalisme aussi y compris dans la CGT.

Le droit à la contraception et à l'IVG a été une autre grande étape, malgré les opposants réactionnaires et intégristes religieux qui persistent aujourd'hui.



Mais si dans les conventions collectives, les accords et aujourd'hui les lois reconnaissent l'égalité des droits en matières d'emplois, de salaires, de déroulement de carrière, la réalité est évidemment toute autre.

Dans la réalité, les femmes :

- > gagnent en moyenne 37 % de moins que les hommes,
- > elles représentent 80 % des bas salaires et retraites,
- > 74 % travaillent à temps partiel,
- > elles représentant 19 % à l'Assemblée Nationale,
- > elles consacrent 3 h 30 par jour aux tâches ménagères contre 2 heures pour les hommes.

### Alors 1968 ?

Oui, 1968 a été une grande étape pour les femmes, mais jamais rien n'est définitivement acquis et c'est encore plus vrai pour les femmes qui sont toujours les premières victimes de toutes les crises.

Aujourd'hui comme hier ce n'est pas de répondre aux sirènes de la fatalité mais de lutter pour des droits nouveaux et l'exigence de l'égalité des droits dans tous les domaines.

Guy TEXIER

Photo : Tête de manif cours des Cinquante Otages le 28 mai CHT, photo Daniel Garnier

## Double jeu du Préfet ?

La fin du mois approche et la population commence à manquer d'argent liquide. Pour y remédier, le Comité de grève, après accord du Préfet, organise le 1er juin, un service de paiement des chèques à vue.

Alors que des agents grévistes volontaires se tiennent prêts à l'accueil du public, le Préfet, prétextant un millier de signatures recueillies par le Comité d'action civique des Chèques postaux en faveur de la liberté du travail, fait intervenir la police en arme pour libérer les entrées de l'Hôtel des Postes. Les agents habilités au paiement des chèques à vue se retirent. Le piquet de grève est levé.

La voie est libre pour une petite centaine d'agents non grévistes, loin des mille annoncés, désormais placés sous la protection des gardes-mobiles. Incapables en si petit nombre de faire fonctionner le Centre, ils resteront désœuvrés, mais "libre de travailler" jusqu'à la reprise effective, le 5 juin, lorsque le personnel aura jugé positif le résultat des négociations lui confirmant d'importantes réductions du temps de travail, l'augmentation des salaires et des primes, une amélioration du budget social, la reconnaissance et les moyens d'exercer le droit

syndical.

Outre ces résultats appréciables, chacun a pu se féliciter de l'unité syndicale sans faille tout au long du conflit.

Comme toujours en pareil cas, les retrouvailles avec les non-grévistes se firent sans grands débordements d'enthousiasme. Leur compromission avec les CDR et autres CAC jetèrent le discrédit, principalement sur les meneurs. Ils connurent néanmoins leur heure de gloire quelques semaines plus tard. Yves GUÉNA, remplacé pendant la grève a retrouvé le ministère des PTT dans le nouveau Gouvernement. En visite au Centre de Chèques postaux, il se livre, face aux organisations syndicales, à une attaque en règle, assimilant leur action à une atteinte à la sûreté de l'Etat.

Auparavant, il avait reçu les membres du CDR. Gageons qu'il leur avait tenu un tout autre discours.

Michel TACET



*Les gardes-mobiles protègent la rentrée des non-grévistes emmenés par le responsable du CDR sous les yeux d'André Meyer, militant CGT.*

## 1968 : Une année de grands bouleversements

**A** la fin de la guerre en 1945 le monde entier était sous le choc du terrible bilan ; plus de 50 millions de morts, l'économie dévastée, la découverte de l'immonde fascisme, de ses crimes, de la SHOAH.

Tous les peuples du monde se sentaient concernés, ils ont pris part aux luttes pour la liberté, dans la résistance à l'oppression nazie et de ses alliés.

Tout naturellement les peuples encore colonisés ont exigé leur indépendance qu'ils ont conquis très souvent par la lutte armée.

Le capitalisme par les gouvernements qui lui étaient dévoués s'y sont opposés mais le mouvement d'indépendance et de liberté des peuples était devenu irréversible.

Deux blocs opposés économiquement et politiquement dans le monde se sont affrontés, l'un soutenant l'émancipation des peuples, l'autre voulant maintenir l'oppression du système capitaliste.

C'était l'époque de la guerre froide.

Dans les pays dominés par ces deux systèmes l'exigence de liberté, de démocratie, de paix, d'égalité des droits des êtres humains s'est traduit par des luttes bien que la répression sous toutes ses formes fut souvent brutale et bien des hommes et des femmes l'ont payé de leur vie.

Dans les pays occidentaux l'exigence de plus de droits, de démocratie, de politique progressiste et sociale a conduit à de nombreux combats.

Il en a été ainsi en France à l'initiative de la CGT et du Parti Communiste dès 1947 puis au cours des années 50 et 60 précédent ainsi 1968.

Mineurs, cheminots, postiers, fonctionnaires, travailleurs de l'état, métallos et bien d'autres ont été les acteurs des luttes sociales.

Les combats pour la paix, de soutien et de solidarité pour le peuple d'Indochine puis de l'Algérie ont été parmi ceux qui honorent le peuple français, le monde du travail avec la CGT y a largement contribué.

Dans le monde, le peuple Américain et particulièrement de couleur luttait pour l'égalité des droits, Martin Luther King l'a payé de sa vie en Mars 1968, Angéla Davis et les Blacks Panthers y ont connu la prison.

Le peuple Algérien a conquis son indépendance par les armes avec notre soutien actif.

Le peuple du Vietnam était encore une nouvelle fois sous les bombes, cette fois américaines après celles françaises et japonaises. Son combat a été victorieux au prix d'un lourd sacrifice humain.

Les peuples de l'Europe de l'Est dominés par l'URSS exigeaient eux aussi la liberté d'expression et de circulation, c'était le printemps de Prague après les événements douloureux de Pologne et de Hongrie.

En Allemagne, en Angleterre, en Irlande les mêmes exigences de droits, de démocratie s'exprimaient fortement.

Les forces du capitalisme s'y opposaient, particulièrement en France après le coup de force de De Gaulle et de ses soutiens tant à droite qu'avec une partie de la gauche approuvant la constitution de 1958 et l'instauration du pouvoir personnel ou tout se décidait à l'Élysée. Aujourd'hui avec Sarkozy ce pouvoir devenu monarchique devient de plus en plus insupportable.

Ainsi 1968 n'a rien eu de spontané, mais l'aboutissement d'un long combat des peuples et particulièrement en France avec le poids de la CGT syndicalement et du PCF politiquement avec les forces progressistes.

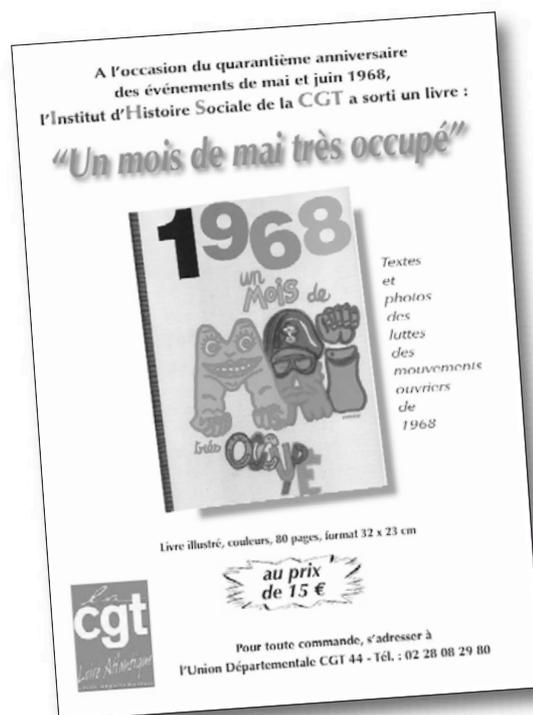
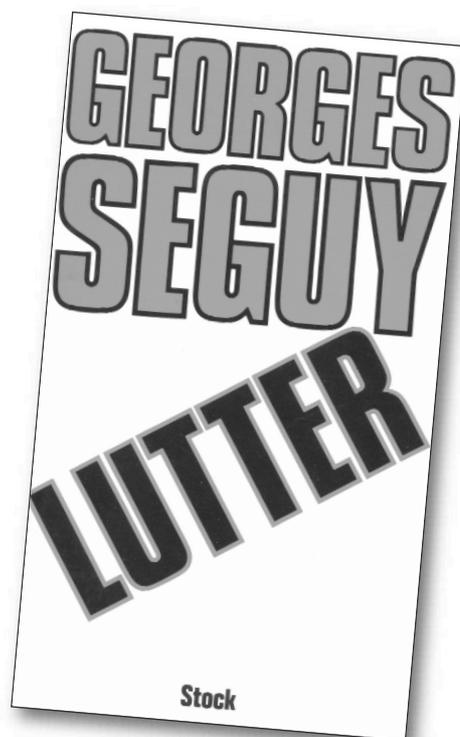
Il est évident que la jeunesse, les étudiants aspiraient fortement à plus de démocratie, d'un meilleur avenir et leurs luttes ont été un apport très important avec celles des travailleurs et des autres couches sociales dans le succès de 1968.

Le combat pour le progrès social et la démocratie est un combat permanent car si rien n'est définitivement acquis, rien n'est jamais définitivement perdu.

La lutte des peuples et particulièrement du monde du travail reste bel et bien l'espérance réelle de paix, de liberté, de démocratie et de progrès social.

Guy TEXIER

*Quelques livres qui rappellent  
les luttes de MAI 1968*



8  
6  
9  
1

Affiche CGT pour le 1er Mai 1968 - CHT, Coll. UD CGT 44 - Affiche réalisée par l'atelier de l'Ecole des Beaux-Arts "la radio ment" - CHT  
Affiche CGT - CFDT appelant à la grève pour le 8 mai - CHT, Coll. UD CGT 44 - Affiche posée sur les commerces autorisés à ouvrir par le Comité central de grève de Nantes - CHT

